



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD,
PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL,
POUR LA SIGNATURE DU PACTE D'ACCESSIBILITÉ ET
DU CONTRAT D'ACTION PUBLIQUE POUR LA BRETAGNE**

Rennes, le 8 février 2019

- Seul le prononcé fait foi -

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Madame la Préfète,
Madame et Messieurs les Présidents de départements,
Madame la Maire,
Monsieur le Maire de Brest,
Mesdames, Messieurs les élu.e.s,
Monsieur le Président du CESER,
Monsieur le Président du Conseil Culturel,
Chers amis venus de toute notre Bretagne,

Monsieur le Premier Ministre, Bienvenue à Rennes, au Conseil régional, en salle Anne de Bretagne, pour votre deuxième étape bretonne après Nantes.

Nous avons deux points communs :

Le premier, comme beaucoup dans cette salle, est celui d'avoir été Maire. Ce merveilleux mandat qui impose d'afficher ses convictions mais aussi de savoir faire preuve de pragmatisme,

Le deuxième, que nous avons partagé lors de notre première rencontre, c'est de nous être retrouvés à notre poste du fait de l'élection du Président de la République. Vous parce qu'il vous a nommé Premier Ministre, moi parce qu'il a nommé Jean-Yves Le Drian, Ministre des Affaires Etrangères.

Ces points communs n'effacent pas nos divergences de lignes politiques mais je vous le dis, ils ont certainement permis de créer entre nous la confiance et le respect, la franchise nécessaire pour mener à bien nos échanges.

Nous allons signer aujourd'hui le pacte d'accessibilité et le contrat d'action publique pour la Bretagne. Deux documents qui parlent de géographie et d'histoire. Ils sont à notre image, nous les Bretons, revendicateurs, parfois têtus mais aussi reconnaissant et fidèle à la République.

L'accessibilité et la différenciation, c'est-à-dire la capacité de décider par nous-mêmes de notre avenir, sont au cœur de l'histoire bretonne. Elles ont nourri des batailles politiques et économiques qui ont participé à forger l'identité bretonne d'aujourd'hui. Elles ont rassemblé, au delà des clivages, des générations d'élus de ce territoire singulier.

Cette signature aujourd'hui s'inscrit dans cette histoire dont l'inauguration de la ligne à grande vitesse Le Mans Rennes le 1^{er} juillet 2017 par le Président de la République avait été la précédente étape. Elle aurait pu être la dernière.

Cette signature est le résultat de nos négociations. Elle est le résultat aussi de la fameuse méthode bretonne, méthode faite de débats et de concertation pour porter au final une seule parole. Une méthode si souvent associée à toi, Cher Jean-Yves.

Le Président de région en Bretagne n'est pas simplement le patron d'une collectivité, il porte aussi la responsabilité de créer les conditions de rassemblement sur les grands projets en dépassant les étiquettes politiques et les attentes de chaque territoire de Bretagne.

Je veux remercier les élus engagés au sein de la Conférence Territoriale de l'Action Publique, qui m'ont fait confiance pour mener les négociations sur le pacte d'accessibilité.

Je veux aussi remercier Madame la Préfète, pour sa réactivité et la rapidité avec laquelle elle est devenue bretonne.

Je crois pouvoir dire que je suis resté fidèle aux orientations que nous nous étions fixées ensemble.

Ce qui nous réunit est simple : améliorer la vie des bretonnes et des bretons. C'est au cœur de notre engagement politique. C'est la finalité du travail que nous menons chaque jour.

Avec ce pacte, nous tournons la page de Notre Dame des Landes.

C'est lors de votre annonce de la fin de ce projet, que je vous ai proposé de travailler à un pacte d'accessibilité portant sur le fer, la route, les aéroports et le numérique en Bretagne.

Nous, élus de Bretagne, avons alors listé plusieurs propositions concrètes que nous avons publié dans une lettre ouverte au Président de la République la veille de son discours de Quimper en juin dernier. Le Président de la République avait alors repris l'essentiel de nos propositions. Finalement, ce pacte d'accessibilité en est la transcription en engagements.

Tout au long de cette négociation, j'ai écouté les demandes des collectivités, du monde économique et social, j'ai pesé chaque mot, chaque phrase en gardant en tête l'ambition collective régionale.

Ainsi ce pacte renforce nos liaisons aériennes. La ligne Quimper Orly sera sécurisée pour plusieurs années et l'aéroport de Lorient pourra intégrer le réseau régional. L'aéroport de Brest se verra enrichir de nouvelles liaisons comme Amsterdam qui vient d'ouvrir. L'aéroport de Rennes pourra enfin engager ses travaux d'agrandissement avec ces fameux terrains qui ont fait couler beaucoup d'encre dont le transfert est la croquignollette illustration de la complexité de notre organisation administrative.

Comment, après une décision claire du Président de la République, nos concitoyens peuvent comprendre que l'avenir de quelques hectares en périphérie d'une métropole doivent se décider dans une multitude de réunions à Paris dont les participants n'ont certainement jamais mis les pieds à Saint-Jacques de la Lande ! Merci Madame Borne de votre abnégation sur ce dossier comme sur l'ensemble du pacte.

Ce pacte sera celui de la fin des travaux de la RN 164, cher Richard Ferrand. J'espère être le Président de région qui tiendra la promesse du Général de Gaulle de finir la mise à deux fois deux voies de cette route. Là encore, cela doit nous faire réfléchir sur notre façon de fonctionner.

Concernant le train permettez moi Monsieur le Premier ministre de réaffirmer ici notre position.

La Bretagne a l'ambition de positionner Brest et Quimper à 1 h 30 de Rennes et à 3 h de Paris. C'est un combat de plus de 20 ans, qui nous en avons conscience doit se faire par étape, mais qui pour nous reste l'horizon. Heureux que l'Etat par ce pacte confirme à nouveau en partageant l'ambition.

Mais dire cela ne suffit pas. Gérard Lahellec avec énergie, méthode et même philosophie défend partout avec moi en Bretagne comme régulièrement à Paris notre ambition. Je la rappelle, c'est de vouloir en même temps la vitesse et la desserte du territoire.

En même temps développer les bolides qui mettent Brest et Quimper à 3 h 13 de Paris. C'est là qu'il y a un petit quart d'heure à gagner.

Mais en même temps nous voulons maintenir les TGV rapides qui desservent la pointe bretonne en 3 h 35 en s'arrêtant à St Briec, Vannes et Lorient.

Et en même temps maintenir des TGV qui irriguent le territoire en s'arrêtant dans nos villes moyennes et mettent la pointe à 3 h 45.

Voilà le modèle breton, voilà le modèle négocié avec la SNCF, voilà pourquoi la Région met 11 millions d'euros par an pour assurer la desserte TGV au delà de Rennes.

Notre pacte sécurise cette convention au delà de 2022, jusqu'en 2027. C'est une condition indispensable dans une période où l'ouverture à la concurrence va générer un risque pour la Bretagne. Le marché seul, vous le savez, pourrait être cruel pour la desserte de notre territoire au delà de Rennes.

Alors après ? Après nous devons ensemble regarder tout ce que l'on peut faire, d'où les études et expertises. Et avancer où nous le pouvons.

- c'est le cas avec le Rennes Nantes par Redon, indispensable à la Bretagne,
- c'est le cas avec les bolides au nord mettant quotidiennement la Métropole de Brest à 3 h 13 de Paris.
- c'est le cas aussi avec l'accélération de la couverture 4G des lignes de train. C'est aujourd'hui indispensable.

Voilà l'ambition de la Bretagne, combiner vitesse et desserte équilibrée, combiner TGV et TER, combiner l'indispensable accessibilité de la pointe bretonne, nord et sud à égale dignité, tout en répondant à l'enjeu formidable des mobilités du quotidien. C'est là-dessus, sur ces attentes contradictoires, que les citoyens nous attendent.

Voilà pourquoi nous nous battons, voilà sur quoi la Bretagne est unie, voilà pourquoi le Conseil régional a dépensé 1 milliard d'euros ces dix dernières années, pour gagner 37 mn à Rennes et 43 mn à la pointe bretonne. Je le vois dans ma dette comme dans la rigidité de mon budget, incomparable aux autres régions. Mais c'est notre choix historique. Il reste du travail, j'en ai conscience. Et c'est avec cette ligne claire que je compte poursuivre ma mission. En responsabilité.

La bataille de l'accessibilité de la Bretagne n'est pas encore gagnée, elle se poursuivra aussi sur le terrain du numérique. J'ai en tête, Monsieur le Premier Ministre, nos échanges et vos engagements sur le sujet de la fibre même si nous n'avons pas pu écrire d'accord sur ce sujet.

La Bretagne a été précurseuse pour fibrer l'intégralité de son territoire. Nous avons fait le choix d'être propriétaire de notre réseau, l'ensemble des collectivités de Bretagne sont solidaires de ce déploiement et participent au financement. Il ne faudrait pas qu'être bon élève soit un facteur pénalisant.

La bataille de l'accessibilité se poursuivra enfin sur le terrain des nouvelles mobilités. Nous sommes en train de changer d'époque. La mobilité est déjà aujourd'hui bien plus qu'une affaire d'infrastructures physiques, elle est une affaire numérique. De plus en plus, le premier geste de la mobilité n'est plus d'allumer sa voiture où d'acheter un billet de train mais d'allumer son smartphone pour trouver le meilleur itinéraire. C'est pour participer à cette révolution des usages que nous avons ajouté un engagement dans ce pacte sur l'expérimentation des nouvelles mobilités.

Signer des pactes et des contrats sur des infrastructures n'est pas une chose nouvelle, par contre signer un document entre une région et l'Etat dont le seul sujet est la différenciation est une première.

Le Président de la République avait fait à Quimper la proposition d'un pacte girondin, nous avons répondu « chiche ». Un groupe de travail piloté par Jean Michel Le Boulanger, a travaillé et fait plusieurs propositions qui ont servi comme base de notre discussion. D'autres propositions sont en cours d'élaboration dans plusieurs collectivités de Bretagne, métropoles et départements.

Nous sommes encore loin du pacte girondin tel qu'exprimé par le Président de la République et tel qu'attendu par les bretonnes et les bretons. Ce contrat n'est qu'une première étape, il en appellera nécessairement d'autres.

Notre Conférence Territoriale de l'Action Publique, que la soudaine accélération de notre négociation n'a pas fini de revoir sur ce contrat, à un stock de propositions qui me fais dire, Madame Gourault, que j'aurais le plaisir de nous revoir pour ensemble lever les verrous, pousser les cliquets et aller même jusque modifier le fameux article 72 de la Constitution.

Il y a encore beaucoup de travail de persuasion à faire pour faire bouger notre organisation jacobine. Mais, avec ce pacte tout ne sera plus décidé de Paris et c'est une première victoire.

A cet instant permettait moi de citer un autre grand breton, un de vos prédécesseurs Monsieur le premier ministre, René Pleven. Il disait : « *la possibilité de s'épanouir, c'est la confiance ! c'est la subsidiarité, c'est l'efficacité de nos politiques publiques, au plus près de nos concitoyens.* »

Si nous voulons de la différenciation, nous élus bretons, ce n'est pas simplement pour avoir plus de pouvoir dans nos collectivités, mais c'est pour rapprocher le pouvoir, le lieu de la décision, du citoyen. Et donc de montrer que les choses peuvent bouger, que des décisions peuvent se traduire en acte, que la démocratie peut être efficace. La différenciation est un des remèdes à la crise démocratique que nous traversons et qui finira par tous nous balayer si nous continuons à rester enfermés dans des prés carrés et des certitudes.

Ce contrat pour l'action publique nous permettra d'agir plus vite sur des questions majeures comme la qualité de l'eau, la biodiversité, les transitions énergétiques et écologiques.

Sur le logement, la régionalisation partielle du Pinel est une véritable innovation. Elle permettra aux élus de Bretagne de flécher ce dispositif dans des cœurs de ville et ainsi faciliter la sortie de nouveaux programmes de logements. Je veux remercier le Président de Rennes Métropole et la Maire de Rennes qui ont proposé de jouer rapidement la solidarité régionale.

Sur l'économie, il est temps de reconnaître la maturité des conseils régionaux, nous sommes capables d'accompagner des artisans, des commerçants et de devenir actionnaires d'entreprises. Avec ce contrat, en Bretagne, nous assumerons le pilotage de la politique industrielle.

Sur le développement maritime, qui vous est aussi cher qu'à moi, j'appelle à une mobilisation totale pour accompagner nos ports et l'économie de la pêche. Nous serons au rendez vous aux cotés de l'Etat mais nous sommes inquiets, il y a urgence, le BREXIT s'approche. Poursuivons nos échanges avec les professionnels, pour ne pas subir.

Enfin sur les langues de Bretagne, je le dis franchement, ce texte est historique : l'engagement d'un amendement sur le forfait scolaire, le soutien à Diwan, et la volonté de reconnaître le tilde sont des progrès considérables. Là non plus, et je pense aux options dans la réforme du lycée, ce n'est pas la fin de l'histoire.

Les langues régionales sont une force pour un pays comme la France. Loin d'être le signe d'un repli, elles sont le signe d'une ouverture. Elles sont nos richesses. Elles renforcent notre culture et notre identité, elle donne du sens à la diversité.

Dans le monde globalisé, et souvent banalisé aujourd'hui, c'est la différence qui fait la différence.

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai la conviction que la Bretagne a un rôle puissant à jouer pour réinventer notre République.

Elle a toujours cultivé l'art du débat, su se rassembler quand l'intérêt général était en jeu mais aussi quand il fallait défendre la démocratie où même porter l'idéal européen.

C'est pour cela que la voix de la Bretagne compte, c'est pour ça qu'elle parle à beaucoup de français.

Ce que nous signons aujourd'hui n'est qu'une étape, je suis convaincu que nous réussirons à bâtir un véritable pacte girondin, un contrat de confiance, parce que nous ne lâcherons rien mais aussi parce que c'est le sens de l'histoire.

Oser la différenciation, oser la régionalisation, c'est oser la démocratie.

Bevet breizh, vive la Bretagne !

Je vous remercie.